

## POLITIQUE

# Au Département, Gironde Avenir ne veut pas servir de « faire-valoir » à la majorité

Le principal groupe d'opposition départemental liste 44 propositions pour « sauver » la collectivité et dénonce un manque de « transparence dans sa gouvernance » actuelle

**Jean-Charles Galiacy**  
jc.galiacy@sudouest.fr

cise le maire de Castillon-la-Bataille.

**E**n ce début de nouvelle année, on ne pourra pas lui reprocher d'être passif. Gironde Avenir, le principal groupe d'opposition du Département, vient de lister 44 recommandations afin de « sauver » la collectivité, confrontée à une grave crise budgétaire et à un plan de redressement.

Proactif donc mais pas prêt à tout : le groupe présidé par Jacques Breillat conditionne sa participation au futur Comité d'audit et de maîtrise des risques (1) à une gouvernance plus transparente.

« Soit nous avons un réel pilotage transparent dans ses actions et nous sommes prêts à y participer, soit nous continuons de ne pas avoir de réponses à nos questions et dans ce cas, je ne serai pas le faire-valoir de la majorité », pré-

## Propositions

Transparence encore et maîtrise des dépenses : dans sa quarantaine de propositions, l'opposition appelle en premier lieu à davantage de clarté dans les finances de la collectivité, mois par mois. Elle invite ainsi à connaître mensuellement le suivi des engagements demandés par la Chambre régionale des comptes, celui des droits de mutation prévus et encaissés ou celui du stock de factures.

Au chapitre des économies, le groupe formé d'élus de la droite et du centre souhaite notamment « conditionner les subventions aux résultats », fixer « un plafond annuel des dépenses de communication » et mieux encadrer la masse salariale. Évoquant une rupture de confiance entre majorité et opposition, Jacques Breillat



Le groupe d'opposition Gironde Avenir, avec au centre son président Jacques Breillat, a établi 44 recommandations « pour maîtriser les dépenses ». LAURENT THEILLET / SO

confie également ses « gros doutes » sur la capacité de la majorité à atteindre les objectifs du plan de redressement. Le budget primitif doit être en effet examiné en avril prochain, un horizon bien tardif selon lui : « La majorité veut

faire mieux avec un tiers de l'exercice déjà hypothéqué », soupire le président de Gironde Avenir.

(1) **Ce nouvel organe, lié à l'Inspection générale des services et composé d'élus et de membres de l'administration, vise « à anticiper et gérer les risques ».**